

2018-18

Fragilité régionale, capacité de l'État et guerre civile

Arthur Silve
Thierry Verdier

Septembre / September 2018

**Centre de recherche sur les risques
les enjeux économiques et les politiques publiques**

www.crrep.ca



Abstract

Il est fréquent que de voir des guerres civiles éclater simultanément dans des pays voisins. Ceci tient notamment à ce que ces pays présentent des caractéristiques communes, et aussi à ce qu'une guerre civile favorise l'apparition de conflits dans les pays voisins. La littérature empirique dissocie habituellement ces deux explications. Nous proposons un modèle de la contagion des guerres civiles, qui illustre que certaines caractéristiques des pays sont affectées par le risque de contagion. En particulier, un gouvernement peut éviter la contagion en investissant dans la qualité de ses institutions. La complémentarité stratégique entre les institutions de pays voisins génère des regroupements de pays selon leur capacité étatique. Ceci suggère que les effets de contagion ont pu jusque là être sous-estimés par la littérature empirique.

JEL Codes: D83, I20, C31, C11

Keywords: guerre civile, contagion, capacité étatique

Arthur Silve : Université Laval, arthur.silve@ecn.ulaval.ca

Thierry Verdier : École d'Économie de Paris, École des Ponts-ParisTech, PUC-Rio et CEPR, thierry.verdier@ens.fr

1 Introduction

Les exemples de concentration régionale de conflits civils sont nombreux dans le monde : région des Grands Lacs en Afrique centrale, Corne d’Afrique de l’Est, pays des Balkans, pays d’Asie centrale après la chute du bloc communiste, ou plus récemment pays du Maghreb ou Moyen-Orient associés au Printemps Arabe. Deux explications principales (et souvent présentées comme antagonistes) sont avancées pour expliquer ce type de phénomène. D’abord, des pays voisins peuvent présenter des caractéristiques similaires en termes géographiques, climatiques, de dotations de ressources, ou encore d’organisation sociale. Dans une telle perspective, un même choc peut donc déstabiliser ces pays de la même manière, induisant donc une corrélation spatiale fondée sur le simple fait que les pays partagent de mêmes spécificités internes. La littérature qui étudie les déterminants et caractéristiques des pays fragiles ou touchés par une guerre civile contribue à cette ligne d’explication (voir Sambanis, 2002, et Blattman & Miguel, 2010, pour des revues détaillées de cette littérature, et Besley & Persson, 2011a, pour des éléments théoriques du lien entre capacité étatique et guerres civiles).

La deuxième explication de la concentration régionale de conflits civils repose sur l’idée d’externalités de voisinage et de contagion trans-régionale des conflits civils (voir notamment la littérature abondante en science politique ¹, en développement et en sécurité internationale ²). En ce sens, une source de diffusion particulièrement discutée relève de l’existence de liens ethniques entre groupes rebelles des deux côtés d’une fron-

1. Voir par exemple Anselin & O’Loughlin (1992); Bara (2014); Black (2013); Braithwaite (2005, 2006); Gleditsch (2002, 2007); Hegre & Sambanis (2006); Most & Starr (1980); Starr & Most (1983) et Ward & Gleditsch (2002).

2. Voir par exemple Lemke (2002); Buzan & Wæver (2003); Rubin (2002, 2006); Mincheva (2005) et Ansorg (2011) dans la littérature en sécurité internationale. Voir aussi le récent livre édité par Olowu & Chanie (2016). Dans la littérature sur les politiques de développement, voir Vallings & Moreno-Torres (2005) pour une discussion du concept de fragilité. Moreno-Torres & Anderson (2004) discute de la dimension régionale de la fragilité en Afrique de l’Ouest, et l’OECD (2004) étudie plus particulièrement le processus de paix et le développement de la République Démocratique du Congo. Enfin, les économistes se sont aussi penchés sur les externalités régionales de la fragilité. Chauvet & Collier (2004) montrent que le voisin d’un pays à faible revenu en situation de stress (en anglais, Low-income Country Under Stress, ou LICUS) perd en moyenne 1,6 points de croissance.

tière dite « poreuse »³. Par ce biais, un conflit voisin peut en effet permettre à un groupe rebelle de s'armer plus facilement, d'acquérir de l'information ou de l'expérience⁴. Les liens ethniques transfrontaliers favorisent en effet la transmission de l'information sur la faisabilité et l'opportunité des conflits (Forsberg (2008) et Weidmann (2015)). De même, la présence d'acteurs armés « non-étatiques » (milices, mercenaires, crime organisé), incite à la diffusion des conflits au travers d'une région⁵.

Un autre vecteur de contagion des conflits aussi largement documenté par la littérature est la prolifération des petites armes à feu (pistolets, fusils, carabines, mitraillettes et mitrailleuses)⁶. En raison du manque de transparence des principaux exportateurs d'armes, ces armes tombent facilement entre les mains des acteurs non-étatiques et facilitent de ce fait les externalités transfrontalières de guerres civiles (Wolff, 2010; DCAF & Geneva Call, 2011).

Les déplacements de réfugiés en provenance de zones de conflits et de population en provenance d'états fragiles constituent aussi un autre canal d'externalités de conflit régional. L'arrivée de réfugiés peut en effet mettre sous pression les ressources locales et de nouveaux équilibres ethniques et sociaux qui peuvent exacerber les rivalités économiques. Les réfugiés peuvent aussi favoriser l'extension des réseaux de rebelles et la diffusion d'armes et d'idéologies⁷.

3. Voir Bara (2014); Buhaug & Gleditsch (2008); Cederman et al. (2009, 2013); Forsberg (2008); Gleditsch (2007) et Salehyan (2011).

4. Par exemple, Ofcansky (1996) décrit comment Idi Amin a pu recruter des mercenaires soudanais inemployés pour étoffer son armée en Ouganda. Bakke (2013) mentionne que la rébellion Tchétchène a été favorisée par des combattants étrangers s'engageant au nom d'une cause islamiste qui transcenderait les frontières. Hazen & Horner (2007) montre que les armes introduites clandestinement dans la région du Delta du Niger à la fin des conflits au Liberia et au Sierra Leone ont contribué à alimenter les violences.

5. Voir par exemple DCAF & Geneva Call (2011) pour une revue de la littérature sur ces acteurs non-étatiques dans les conflits régionaux.

6. De la guerre froide à aujourd'hui, le commerce clandestin des armes à feu est une industrie lucrative qui se nourrit des conflits régionaux et des frontières poreuses. Deux tiers des 875 millions de petites armes à feu en circulation dans le monde sont entre les mains d'entités ou de personnes privées. Voir par exemple <http://www.smallarmssurvey.org/publications/by-type/yearbook.html> pour une analyse des grandes tendances sur le marchés des petites armes à feu entre 2001 et 2010.

7. Voir Salehyan & Gleditsch (2006); Adelman (1998); Rufin (1999); Salehyan (2007) et Atzili (2006). Ansgor (2011) propose une revue récente de la littérature, et Rüegger (2013b) analyse plus précisément le rôle des camps de réfugiés pour les réseaux transfrontaliers de rebelles.

Motivé par ces observations, l'objet de cet article est de présenter un cadre théorique permettant d'analyser plusieurs enjeux centraux de la diffusion des guerres civiles. Pourquoi certains pays sont-ils plus vulnérables que d'autres à la contagion de conflits voisins ? Pourquoi certains pays parviennent-ils à améliorer leurs institutions publiques et politiques face à cette menace ? Pourquoi les conflits rampants semblent-ils se regrouper par régions géographiques, sans respecter les frontières politiques ?

Pour apporter des éléments de réponse à ces questions, nous proposons un modèle simple de guerre civile et de répression avec deux pays. Dans chaque pays, le groupe au pouvoir (le « gouvernement ») peut exploiter une ressource. Un autre groupe (« opposant ») peut tenter de mettre la main sur cette ressource. Cependant, le conflit est coûteux pour chacun. Le gouvernement, peut décourager une rébellion, grâce à deux instruments de politique publique : un transfert au groupe opposant conditionnel à une stratégie pacifique de ce dernier, et un investissement accru dans la répression (police ou armée), pour augmenter le coût du conflit. L'issue de cette interaction, à l'équilibre politique, dépend alors de deux paramètres importants : le coût d'opportunité du conflit pour le groupe opposant, et la capacité institutionnelle du gouvernement à s'engager sur un programme crédible de redistribution des ressources.

Sans interactions régionales et selon les valeurs de ces deux paramètres, trois types d'équilibres politiques peuvent alors apparaître : un régime « redistributif » pacifique, un régime « répressif » pacifique (dans lequel le gouvernement réussit par la répression à éviter le conflit civil) et enfin, un régime avec conflit civil. Typiquement, le conflit civil sera inévitable lorsque le coût d'opportunité du conflit pour le groupe opposant est faible et que le gouvernement ne peut pas s'engager de manière crédible. À l'opposé, pour des valeurs plus élevées de ces paramètres, l'équilibre politique sera un régime de paix civile. Par ailleurs, le gouvernement préfère la redistribution à la répression lorsque la redistribution est suffisamment crédible (et donc moins coûteuse).

Dans un contexte régional, un conflit civil dans un pays voisin affecte le coût d'opportunité du conflit pour le groupe opposant domestique. Par ce biais, il peut changer la nature du régime d'équilibre politique do-

mestique. Nous montrons alors que le risque d'une diffusion des guerres civiles génère des complémentarités stratégiques entre régimes politiques à l'échelle régionale. Un gouvernement est d'autant plus incité à trouver une solution pacifique que son voisin fait de même. Naturellement, ceci débouche sur une situation d'équilibres multiples : un équilibre où les deux pays sont en guerre civile, et un autre où les deux sont parvenus à trouver un accord avec leurs challengers respectifs. Selon la coordination des anticipations des différents gouvernements locaux, on observera donc, à fondamentaux économiques et sociaux identiques, des situations radicalement différentes de profils régionaux de conflits civils. Ce résultat suggère tout d'abord donc l'imprévisibilité intrinsèque de la diffusion régionale des guerres civiles. Il souligne aussi l'importance d'une coordination régionale des politiques nationales pour éviter un équilibre régional de conflits domestiques.

Nous étendons ensuite notre analyse à un cadre où les gouvernements peuvent investir dans leur capacité institutionnelle à effectuer des politiques de redistributions crédibles. Aux externalités directes de diffusion de conflits civils s'associent alors des externalités régionales de construction institutionnelle. Spécifiquement, lorsqu'un conflit civil a des effets transfrontaliers fortement déstabilisateurs, l'incitation de chaque gouvernement à améliorer sa capacité étatique dépend du comportement d'investissement institutionnel de l'autre pays. La fragilité institutionnelle d'un pays peut alors entraîner la fragilité institutionnelle des voisins. De nouveau, des équilibres régionaux institutionnels multiples peuvent apparaître : un équilibre de fragilité institutionnel généralisé ou un équilibre de solidité institutionnel régional. La complémentarité stratégique des politiques domestiques se transpose donc en une complémentarité institutionnelle entre pays d'une même région. Ce type de résultat propose une perspective différente sur les explications de conflits civils fondés sur les caractéristiques institutionnelles internes à chaque pays, et aussi sur les mécanismes de diffusion inter régionaux. Notre analyse suggère que chaque littérature tient un compte insuffisant de la dimension mise en lumière par l'autre approche. Dans un cadre complet régional où conflits civils et structures institutionnelles sont endogènes, les facteurs spécifiques

à chaque pays ont non seulement une incidence directe sur la possibilité d'un conflit interne, mais aussi des effets de diffusion de conflits entre pays voisins. En retour, les effets de diffusion transfrontaliers des conflits civils modifient les systèmes d'incitations internes pour chaque pays d'investir dans ses institutions. Par conséquent, ils affectent aussi la façon dont chaque pays aborde le risque d'une guerre civile. Plutôt qu'opposées, les deux approches sont donc complémentaires pour la compréhension des phénomènes de groupement régionaux de guerre civiles.

Notre cadre d'analyse associe naturellement plusieurs branches de la littérature sur les conflits civils. D'un côté, en mettant en avant l'importance de variations des coûts d'opportunité de conflits, nous sommes proches de nombreux travaux mettant en lumière le rôle de chocs économiques comme déterminants de ces coûts (Chassang & Padró i Miquel, 2009; Besley & Persson, 2009a; Brückner & Ciccone, 2007; Collier & Hoeffler, 2004; Dube & Vargas, 2013; Miguel et al., 2004). D'un autre côté, notre accent sur la capacité étatique comme facteur important des conflits civils est relié à une littérature importante analysant les liens de causalité entre capacité étatique et conflits (Braithwaite, 2010; Fearon & Laitin, 2003; Fjelde & De Soysa, 2009; Hendrix, 2010; Keefer, 2008; McBride et al., 2011)⁸. En accord avec cette littérature, notre cadre d'analyse souligne des liens réciproques entre capacité étatique et conflit civil.

En partant de ces deux déterminants, le modèle débouche sur trois régimes différents. L'État peut utiliser un transfert pour maintenir la paix sociale (régime redistributif), il peut investir dans la capacité militaire (régime répressif), ou il peut laisser éclater une guerre civile. Ces trois régimes sont associés à des niveaux décroissants de capacité de l'État. Cette typologie et cette propriété est en accord avec la littérature empirique sur le sujet, malgré des nuances sémantiques. Besley & Persson (2009a, 2010, 2011b) appellent le régime redistributif « paix » (mais Taydas & Peksen,

8. Ainsi, Sobek (2010) et Thies (2010) affirment que la capacité étatique n'a pas d'effet mesurable sur le conflit, mais qu'en revanche, le conflit est un prédicteur fort de la capacité étatique. Tilly (1985); Levi (1988) et Brewer (1989) montrent aussi que les guerres incessantes ont joué un rôle important dans le développement de la capacité fiscale en Europe. A l'opposé, Besley & Persson (2008, 2009b, 2010) suggèrent que le risque d'une guerre civile diminue les incitations pour le gouvernement d'investir dans la capacité de l'État.

2012, montrent qu'il s'agit bien d'un régime avec transfert). McBride et al. (2011); Phillips (2015) préfèrent qualifier le régime répressif de « militaire ».

Enfin, l'importance des effets de contagion des guerres civiles est un fait bien établi (Anselin & O'Loughlin (1992); Bara (2014); Black (2013); Braithwaite (2005, 2006); Gleditsch (2002, 2007); Hegre & Sambanis (2006); Most & Starr (1980); Starr & Most (1983) et Ward & Gleditsch (2002)). Notre modèle aussi suggère une seconde externalité des conflits, positive cette fois. Un gouvernement qui fait face au risque de contagion peut décider d'investir dans la capacité de l'État, pour éviter que n'éclate une guerre civile localement. Cette prédiction du modèle trouve une confirmation empirique dans Braithwaite (2010) et McBride et al. (2011). Plus généralement, notre travail suggère que la contagion possible des conflits pourrait avoir, outre l'effet de régionalisation des conflits, un effet de régionalisation de la capacité étatique.

Le plan de l'article est le suivant. Nous proposons dans la section 2, un modèle de base simple, et nous en tirons les différents régimes politiques pour un pays pris isolément. La section 3 aborde le cadre avec deux pays en interaction. Dans la section 4, les institutions sont rendues endogènes et nous discutons de la possibilité d'équilibres régionaux institutionnels multiples. Enfin, nous concluons dans la section 5.

2 Un modèle simple de redistribution et de guerre civile

Notre point de départ est une version simple du modèle de guerre civile présenté par Azam (2006) dans le contexte d'un pays isolé. Nous considérons une économie composée de deux groupes, identifiés par les indices G et O pour Gouvernement et Opposant. Par hypothèse, chacun des deux groupes se comporte comme un agent unique. Le modèle rend compte de la possibilité d'un conflit pour la distribution d'une ressource R . Les groupes peuvent investir $M_G \geq 0$ et $M_O \geq 0$ dans le conflit.

La technologie de conflit est décrite simplement par la probabilité de renversement du gouvernement :

$$\begin{aligned}
 \Pi &= 1, \text{ si } \gamma M_O \geq M_G \text{ et } M_G < \bar{M} \\
 &= \pi, \text{ où } 0 < \pi < 1, \text{ si } \gamma M_O \geq M_G > \bar{M} \\
 &= 0, \text{ si } \gamma M_O < M_G
 \end{aligned}
 \tag{1}$$

Le paramètre γ représente l'efficacité du groupe O dans le conflit, relativement au gouvernement. O est plus efficace que G si $\gamma > 1$, et moins efficace sinon. Ce paramètre rend compte de la technologie guerrière, qui peut être favorable au gouvernement ou à une guérilla ; il rend aussi compte des conditions de terrain, du degré de mobilisation politique, ou bien encore du moral des troupes régulières. Le paramètre \bar{M} décrit un effet d'échelle dans la capacité de défense du gouvernement. Le gouvernement doit assurer un minimum de dépenses militaires s'il souhaite pouvoir se défendre contre une rébellion. Le paramètre π est la probabilité que le gouvernement soit effectivement renversé, conditionnellement à l'existence d'une rébellion. Une valeur de π plus élevée signifie qu'un opposant aura plus de chance de renverser le gouvernement une fois le conflit engagé. π peut lui aussi être affecté par les conditions du conflit, notamment l'accès des rebelles à des armes et à des mercenaires. Il est intéressant de noter que cette modélisation de la technologie de conflit reflète l'intuition d'une fonction de probabilité en forme de S, comme les technologies de conflits plus usuelles décrites par Skaperdas (1992). Les discontinuités et linéarités introduites permettent une caractérisation analytique simple des équilibres. Compte tenu cette technologie de conflit, le gouvernement peut combattre une insurrection, dissuader par la force le conflit, ou bien encore payer le prix de la paix par la redistribution de la ressource R , comme dans Azam (2001).

Nous faisons l'hypothèse suivante pour garantir que le niveau des ressources est suffisant pour motiver un conflit éventuel entre les deux parties.

$$R > \bar{M} \max \left[\frac{1}{\pi}, \frac{1}{1 - \pi} \right] \quad (2)$$

G et O peuvent allouer leurs dotations initiales N_G et N_O entre production et le conflit. Nous adoptons une technologie de production aussi stylisée que possible :

$$Y_G = N_G - M_G \text{ et } Y_O = a(N_O - M_O)$$

N_G et N_O sont les dotations disponibles de chaque groupe, et M_G et M_O sont les quantités investies dans le conflit. Si le gouvernement n'est pas renversé, il contrôle en outre la ressource R . S'il est renversé, le contrôle de R passe à l'autre groupe. R peut s'interpréter comme la présence de ressources minérales, pouvant être accaparées par quiconque au pouvoir. Le paramètre a représente l'efficacité productive du groupe O relativement au gouvernement. O est plus efficace que G si $a > 1$, et moins efficace sinon. De façon stylisée, a capture la productivité relative des deux groupes, mais aussi éventuellement l'évolution de prix relatifs affectant les dotations disponibles initiales, lorsque le gouvernement et l'opposant font face à des chocs de prix différenciés.

Le jeu comporte quatre étapes, comme illustré par la Fig. 1 :

1. Le gouvernement investit tout d'abord $M_G \geq 0$, et propose à l'autre groupe un « contrat social », qui consiste en un transfert $T \geq 0$ du gouvernement, sous condition que l'autre groupe ne se rebelle pas : $\Pi = 0$, ce qui revient à la condition $\gamma M_O < M_G$. L'investissement M_G est irréversible.
2. L'opposant investit à son tour $M_O \geq 0$.
3. Si $\gamma M_O \geq M_G$, une guerre civile s'enclenche. Sinon, la paix s'établit. Dans ce dernier cas, le transfert promis par le gouvernement est effectué avec une probabilité θ (pour l'instant exogène), reflétant la capacité de l'État à s'engager avec crédibilité sur ce transfert.
4. Les acteurs produisent et consomment, et obtiennent l'utilité suivante :

$$\begin{cases} U_G = (N_G - M_G) + (1 - \Pi)R - \theta\chi T \\ U_O = a(N_O - M_O) + \theta\chi T + \Pi R \end{cases}$$

χ est un indicateur de paix. Il vaut 0 en cas de conflit, et 1 en cas de paix.

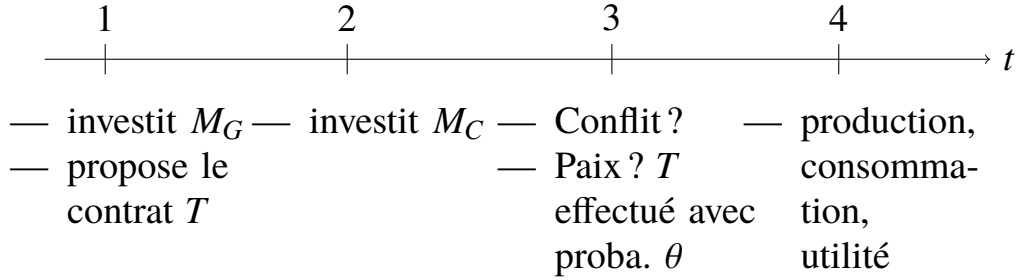


FIGURE 1 – Déroulement du jeu

Ces utilités capturent les enjeux d'une guerre civile dans un pays en développement, particulièrement s'il dispose de ressources minérales sous le contrôle de l'État. Notons que θ , notre concept opérationnel de capacité étatique, ne capture qu'une dimension de ce que les économistes entendent généralement par capacité de l'État. En particulier, il ne rend pas compte des capacités fiscale ou légale, telles que décrites par Besley & Persson (2009b), et de leur impact sur les incitations productives des deux groupes.

Le gouvernement est soumis à une contrainte de budget (BC) il ne peut jamais promettre plus que ce qu'il peut produire en temps de paix.

$$N_G + R - M_G - T \geq 0 \quad (\text{BC})$$

Lorsqu'il accepte le contrat à l'étape 2, le groupe opposant n'investit aucune ressource dans le conflit et $M_O = 0$. S'il préfère revendiquer le contrôle de la ressource, il investit $M_O = M_G/\gamma$. Par conséquent, il accepte le contrat social si et seulement si

$$\theta T \geq \begin{cases} \pi R - \alpha M_G & \text{si } M_G \geq \bar{M} \\ R - \alpha M_G & \text{sinon.} \end{cases}$$

Le terme de gauche de cette condition est le transfert espéré de la part du gouvernement sous un régime pacifique. Le terme de droite reflète le gain espéré du conflit civil pour le groupe opposant. Le paramètre $\alpha = a/\gamma$ représente l'avantage comparatif du groupe O à produire plutôt que combattre. Intuitivement, α prend en compte le coût d'opportunité du conflit pour le groupe O , exprimé en unités de consommation. Nous pouvons simplifier cette condition grâce au résultat suivant :

Lemma 1 *Si la condition (2) est satisfaite, alors $M_G \geq \bar{M}$*

Lorsque la valeur de la ressource R est suffisamment grande, le gouvernement investit toujours *a minima* dans le niveau de capacité militaire qui lui permet de combattre un opposant possible, soit \bar{M} . S'il s'attend à un conflit, alors cela lui permet de réduire la probabilité d'être renversé. Investir dans \bar{M} lui permet aussi de décourager un groupe potentiellement contestataire ⁹.

Nous pouvons ainsi simplifier la contrainte d'incitation (IC) :

$$\theta T \geq \pi R - \alpha M_G \quad (\text{IC})$$

Le transfert nécessaire pour faire en sorte que O accepte le contrat proposé par le gouvernement est d'autant plus bas que α et M_G sont élevés, et π et R faibles. D'une part, les ressources R augmentent la tentation d'un conflit, et la probabilité π joue en faveur du groupe opposant O . D'autre part, le coût d'opportunité α et le niveau de la dissuasion M_G découragent O , ce qui diminue pour le gouvernement le coût d'éviter un conflit.

(BC) et (IC) considérées conjointement définissent l'ensemble de faisabilité des contrats sociaux qui peuvent être mis en œuvre. Le contrat « pacifique » optimal pour le gouvernement est le résultat du programme suivant :

9. Pour prouver le lemme, il suffit de considérer que dans le cas d'un conflit, le gouvernement maximise $N_G - M_G + (1 - \Pi)R$ avec $\Pi = 1$ si $M_G < \bar{M}$, et $\Pi = \pi$ sinon. Dans le cas de la paix, le gouvernement maximise $N_G - M_G + R - \theta T$ sous la contrainte d'incitation. Puisque $(1 - \pi)R \geq \bar{M}$, il est profitable d'investir $M_G \geq \bar{M}$ dans les deux cas. Même dans le cas de la paix, le gouvernement investit au moins \bar{M} dans le conflit, afin de dissuader un opposant.

$$\begin{aligned} & \max_{M_G, T} N_G - M_G + R - \theta T \\ s.t. & \begin{cases} N_G - M_G + R - T \geq 0 & \text{(BC)} \\ \theta T \geq \pi R - \alpha M_G & \text{(IC)} \end{cases} \end{aligned}$$

Nous avons affaire à un programme simple de programmation linéaire dont la solution est la suivante :

Proposition 1 *Définissons*

$$\bar{\theta}(\alpha) = \frac{\pi R - \alpha \bar{M}}{R + N_G - \bar{M}} \quad (3)$$

Sous l'hypothèse (2), le contrat pacifique optimal est caractérisé comme suit :

1. *Lorsque $\alpha < 1$ et $\theta \geq \bar{\theta}(\alpha)$, alors*

$$M_G = \bar{M} \text{ et } T = \frac{\pi}{\theta} R - \frac{\alpha}{\theta} \bar{M}$$

2. *Lorsque $\pi R / (R + N_G) \leq \alpha < 1$ et $\theta < \bar{\theta}(\alpha)$, alors*

$$M_G = \frac{(\pi - \theta)R - \theta N_G}{\alpha - \theta} \text{ et } T = \frac{\alpha N_G + (\alpha - \pi)R}{\alpha - \theta}$$

3. *Lorsque $\alpha > 1$, alors*

$$M_G = \max \left[\bar{M}, \frac{\pi}{\alpha} R \right] \text{ et } T = 0$$

θ est à la fois le coût d'opportunité pour le gouvernement d'une unité de transfert T et le gain espéré pour le groupe rebelle. Du point de vue du gouvernement, le coût d'opportunité d'une unité de dépenses militaires est 1. Pour le groupe rebelle, en revanche, il faut investir α dans le conflit pour rééquilibrer le conflit. S'il veut décourager une rébellion, le gouvernement

préfère donc recourir à un transfert si $\alpha < 1$, et à des dépenses militaires si $\alpha > 1$.

Lorsque $\alpha < 1$, le gouvernement n'est pas nécessairement en position de remplacer toutes les dépenses militaires par un transfert : il ne peut pas s'engager à un transfert au-delà des ressources dont il dispose sous la contrainte de budget (BC). Si la capacité de l'État est suffisamment élevée (c'est-à-dire si $\theta \geq \bar{\theta}(\alpha)$), alors chaque unité de dépenses militaires peut être avantageusement remplacée par un transfert marginal de α . Si la capacité de l'État n'est pas suffisamment élevée, le gouvernement compense les transferts qu'il ne peut pas promettre par des dépenses militaires.

Enfin, pour $\alpha < \pi R / (R + N_G)$ et $\theta < \bar{\theta}(\alpha)$, le gouvernement n'est pas en mesure de proposer un contrat qui soit acceptable pour le groupe opposant : la guerre civile est inévitable.

La proposition 1 définit trois régimes pacifiques. Le régime (1) correspond à un État « redistributif », qui assure la paix grâce au partage des ressources, soit $T > 0$, sans avoir recours à la dissuasion, soit $M_G = \bar{M}$. C'est le régime optimal lorsque le coût d'opportunité du conflit est suffisamment bas (soit $\alpha < 1$) et la crédibilité du gouvernement suffisante (soit $\theta \geq \bar{\theta}(\alpha)$). Le régime (2) correspond à un État « répressif » : le gouvernement ne parvient à imposer la paix qu'en mobilisant à la fois un transfert $T > 0$ et des dépenses militaires $M_G > \bar{M}$. Ce régime est optimal lorsque le coût d'opportunité du conflit et la crédibilité du gouvernement sont tous deux bas (soit $\pi R / (R + N_G) \leq \alpha < 1$ et $\theta < \bar{\theta}(\alpha)$). Enfin, le régime (3) peut être décrit comme « prétorien », car il repose uniquement sur la dissuasion : $T = 0$ et $M \geq \bar{M}$ (Azam, 2006, discute plus en détails ce dernier régime).

Pour éviter une discussion fastidieuse, nous nous concentrons sur les deux premiers régimes, soit les cas où $\alpha < 1$. La frontière entre les deux régimes correspond au point où la contrainte (BC) devient saturée. Elle est décrite par l'équation $\theta = \bar{\theta}(\alpha)$. $\bar{\theta}$ décroît avec α . Intuitivement à la fois le coût d'opportunité et la capacité de l'État sont favorables au régime redistributif. Une hausse de θ permet donc de compenser une baisse de α , et réciproquement. De plus, $\bar{\theta}$ décroît avec \bar{M} , et croît avec R et π .

Si le niveau de dépenses militaires nécessaire pour contrôler l'État est plus élevé, c'est aussi favorable au régime redistributif. À l'opposé, une augmentation du montant des ressources R pouvant être contestées réduit la possibilité du régime pacifique (comme prédit par Bazzi & Blattman, 2014).

Étant donné le régime optimal pour le gouvernement en régime pacifique, il reste à déterminer les conditions sous lesquelles la paix plutôt que le conflit civil sera réalisé. Pour cela on peut écrire l'utilité indirecte du gouvernement dans chaque cas :

1. Régime redistributif : $V_G = N_G + (1 - \pi)R - (1 - \alpha)\overline{M}$.
2. Régime répressif : $V_G = (1 - \theta)\frac{\alpha(N_G + R) + -\pi R}{\alpha - \theta}$
3. Régime prétorien : $V_G = N_G + R - M_G$.
4. Guerre civile : $V_G = N_G - \overline{M} + (1 - \pi)R$.

Une comparaison simple de ces utilités montre que le régime redistributif, ainsi que le régime prétorien, sont toujours supérieurs à celui de la guerre civile. D'un autre côté, le gouvernement préférera un régime pacifique répressif à une guerre civile si et seulement si :

$$\theta > \underline{\theta}(\alpha) = \frac{(1 - \alpha)\pi R - \alpha\overline{M}}{(1 - \alpha)(N_G + R) - \overline{M}}$$

$\underline{\theta}$ décroît avec α et \overline{M} , et croît avec R . En premier lieu, capacité étatique et coût d'opportunité du conflit sont une fois de plus substituables pour favoriser un régime pacifique. En deuxième lieu, l'avantage militaire du gouvernement favorise une solution pacifique. Finalement, lorsque l'enjeu de la guerre civile augmente, une solution pacifique est plus difficile à réaliser.

La figure Fig. 2 résume le Lemme 1 et la Prop. 1. Elle décrit dans l'espace des deux paramètres (α, θ) les différents régimes d'équilibre politiques.

On peut noter qu'une guerre civile éclate lorsqu'à la fois le gouvernement n'est pas crédible et le coût d'opportunité du conflit est faible.

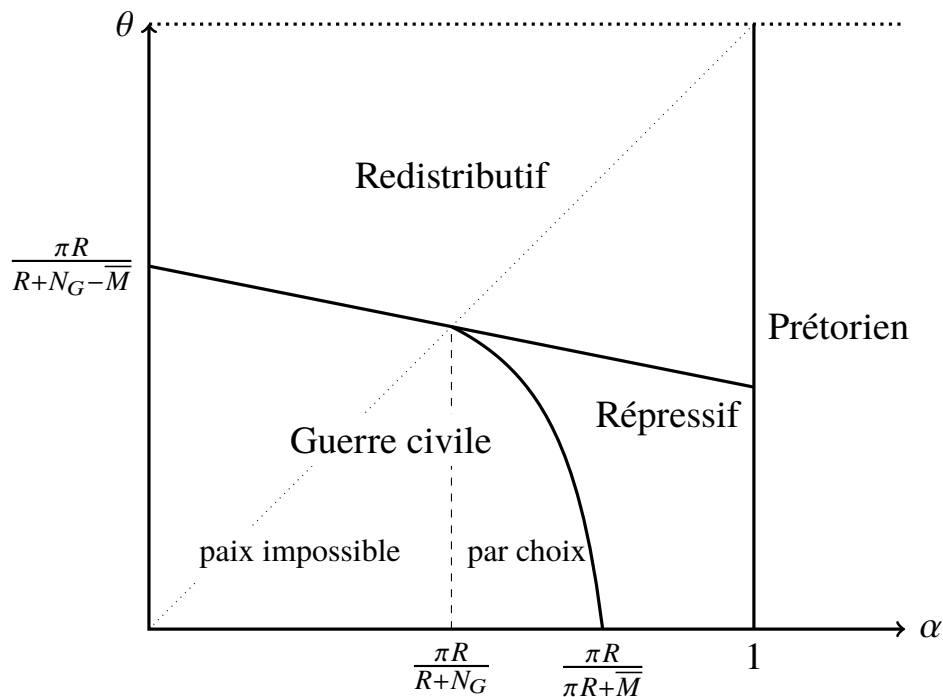


FIGURE 2 – Typologie des différents régimes

Quand la capacité étatique θ augmente et que le gouvernement est de plus en plus en mesure de s'engager à partager les ressources qu'il contrôle, la guerre civile est plus facilement évitée. Pour des niveaux élevés de α , la dissuasion devient toutefois plus efficace que la redistribution. De même, dans des cas de faible capacité étatique θ , un coût d'opportunité du conflit suffisamment élevé permet à l'État de maintenir l'ordre, grâce à un régime répressif. Lorsque α augmente encore, le gouvernement passe même en régime prétorien : il n'a plus besoin de redistribuer, le coût d'opportunité du conflit étant en effet trop élevé pour que l'opposant O constitue une menace crédible pour le gouvernement.

3 La contagion régionale des conflits

Considérons maintenant le modèle précédent, élargi au cas de deux pays A et B . A chaque fois que c'est nécessaire, nous spécifions à quel

pays une variable fait référence par un exposant A ou B . Pour alléger les notations, nous omettrons cependant cet exposant pour des situations génériques sans ambiguïté concernant un pays particulier.

Nous pouvons imaginer plusieurs canaux de transmission des conflits entre deux pays voisins. Par exemple, une guerre civile dans le pays B peut faciliter pour les rebelles du pays A l'accès à des armes, des mercenaires, etc. De même, la littérature empirique mentionne que les réfugiés qui fuient un théâtre de conflits peuvent déstabiliser la région vers laquelle ils se déplacent, que ce soit par la congestion de ressources locales sur le plan économique ou écologique ou par les tensions sociales qu'ils génèrent avec les populations locales. Pour rendre compte de ces diverses externalités, nous supposons qu'une guerre civile dans le pays B diminue le coût d'opportunité du conflit dans le pays voisin A , du niveau α^A au niveau $\alpha^A - \beta^A$. β^A mesure donc l'externalité de la guerre civile. Un β^A élevé reflète un impact domestique fort d'un voisin instable. Les externalités peuvent aussi aller du pays A vers le pays B : nous pouvons donc de même définir β^B . Enfin, pour nous assurer qu'une contagion est possible, nous faisons les hypothèses suivantes dans un pays donné $i = A, B$:

$$\alpha^i < \frac{\pi^i R^i}{\pi^i R^i + \overline{M}^i} \quad (\text{A2})$$

ainsi que dans l'autre pays $j \neq i$,

$$\alpha^j - \beta^j < \frac{\pi^j R^j}{\pi^j R^j + \overline{M}^j}. \quad (\text{A3})$$

(A2) assure qu'un conflit est possible dans le premier pays i si sa capacité étatique est suffisamment faible, même s'il ne subit pas d'influences extérieures. (A3) assure que le second pays j est vulnérable à la contagion d'un conflit voisin (lorsque sa capacité étatique est aussi suffisamment faible). Pour simplifier l'exposé, nous supposons que (A2) est vérifiée dans les deux pays. Ceci nous permet aussi d'envisager que chacun des deux pays peut être une source de déstabilisation régionale. Notons dans la

formulation de (A2) et (A3) que rien n'empêche chaque paramètre d'être différent d'un pays à l'autre :

$$\left\{ \alpha^A < \frac{\pi^A R^A}{\pi^A R^A + \bar{M}^A} \text{ et } \alpha^B < \frac{\pi^B R^B}{\pi^B R^B + \bar{M}^B} \right.$$

Ce cadre est donc suffisamment général pour caractériser un grand nombre de dyades de pays potentiellement différents : les pays peuvent ou pas disposer de ressources minérales importantes (R), être ou pas vulnérables à une insurrection civile (π), ou disposer ou pas d'un avantage militaire structurel (\bar{M}).

Nous pouvons de plus introduire les notations utiles suivantes :

$$\left\{ \begin{array}{ll} \underline{\theta}_W = \min[\bar{\theta}(\alpha - \beta), \underline{\theta}(\alpha - \beta)] & \bar{\theta}_W = \bar{\theta}(\alpha - \beta) \\ \underline{\theta}_P = \min[\bar{\theta}(\alpha), \underline{\theta}(\alpha)] & \bar{\theta}_P = \bar{\theta}(\alpha) \end{array} \right.$$

Ces notations décrivent les seuils respectifs de capacité étatiques à partir desquelles un pays passe de la guerre civile à la paix, et d'un régime répressif à un régime redistributif, suivant que le pays voisin est en guerre civile (W) ou en paix (P). On peut remarquer que si $\alpha - \beta \leq \pi R / (R + N_G)$, alors $\underline{\theta}_W = \theta_W$, et si $\alpha \leq \pi R / (R + N_G)$, alors $\underline{\theta}_P = \theta_P$. Comme $\underline{\theta}$ et $\bar{\theta}$ décroissent tous les deux, $\bar{\theta}_W > \bar{\theta}_P$ et $\underline{\theta}_W > \underline{\theta}_P$: une guerre civile voisine augmente le niveau de capacité étatique requis pour qu'un gouvernement préfère un régime redistributif, ainsi que le niveau requis pour qu'il choisisse l'ordre plutôt que la guerre civile. Un pays qui, sans conflit voisin, serait parvenu à éviter une guerre civile, peut être contraint par un conflit voisin à affronter sa propre insurrection. De même, un pays qui, sans conflit voisin, serait parvenu à mettre en place un régime redistributif, peut être contraint par un conflit voisin à la répression. Lorsque l'externalité du conflit voisin est très forte (soit lorsque $\theta_P < \underline{\theta}_W$), alors ce conflit peut même transformer un régime redistributif en guerre civile. La Fig. 3 rend compte de ces différents éléments.

Ces considérations évidemment s'appliquent potentiellement à chacun des deux pays. Il est alors aisé d'obtenir une caractérisation des différents systèmes régionaux de régimes politiques. Ceci est graphiquement illustré par la figure Fig. 4 dans l'espace des capacités étatiques (θ^A, θ^B).

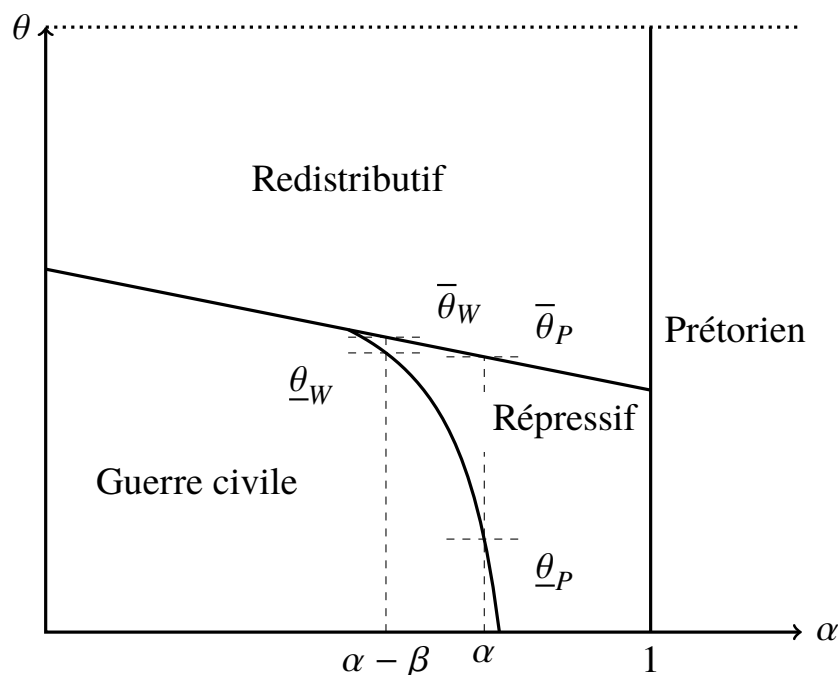


FIGURE 3 – Externalité (forte) d’une guerre civile

Plusieurs éléments sont à noter. Premièrement un pays fragile (tel que $\theta < \underline{\theta}_P$) ne peut éviter une guerre civile, quoi qu’il arrive dans le pays voisin. A l’opposé, un pays fortement institutionnalisé (tel que $\theta \geq \bar{\theta}_W$) est immunisé à la contagion de guerres civiles voisines. Guerre civile et paix ne peuvent donc coexister pour des pays voisins que si les gouvernements ont des capacités à s’engager très différentes. Comme l’illustre la figure 4, à des niveau relativement comparables de capacité étatique, on observe des regroupements régionaux de guerres civiles et de paix : les deux pays peuvent être soit tous les deux en guerre civile, soit tous les deux dans un équilibre pacifique. En effet à de tels niveaux (c’est-à-dire lorsque les pays sont tels que $\underline{\theta}_P \leq \theta < \underline{\theta}_W$), un pays est vulnérable et susceptible de se faire déstabiliser par un conflit voisin. Si le pays voisin parvient à, ou décide de maintenir l’ordre chez lui, alors le pays considéré peut lui aussi proposer un contrat social acceptable à son opposition. Cependant, si à un moment donné un conflit éclate dans le voisinage, alors le pays sera lui aussi déstabilisé. L’équilibre qui prévaut dépend évidemment de

la manière dont les pays coordonnent leurs anticipations par rapport à la stabilité politique de leur voisinage. Si ces anticipations sont pessimistes, un équilibre régional de guerre civile se matérialise ; mais les anticipations sont optimistes, alors les deux gouvernements peuvent proposer un contrat social acceptable.

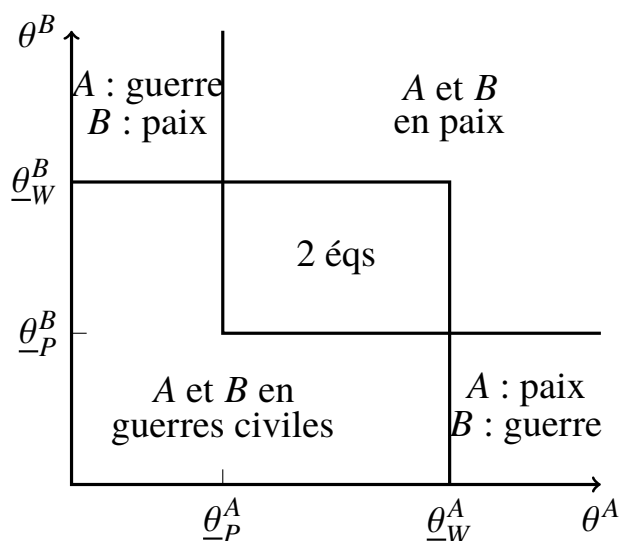


FIGURE 4 – Équilibres régionaux avec externalités

De façon claire, le modèle rend compte de la récurrence de concentrations régionales de pays en situation de guerre civile. De même, il suggère que certains équilibres régionaux sont particulièrement sensibles à l'existence de déterminants extrinsèques qui ne peuvent pas facilement être associés à des fondamentaux économiques. L'existence d'équilibres multiples indique en effet qu'il est difficile de savoir à l'avance dans quel équilibre une région émergera. Un équilibre régional se révèle vulnérable à une modification des anticipations des agents, ce qui peut entraîner un risque de diffusion très rapide des conflits. En ce sens, l'échange d'information et la communication au niveau intergouvernemental peut être un moyen efficace de coordonner les anticipations sur la nature de l'équilibre régional qui prévaut *in fine*.

La discussion précédente s'est concentrée sur le risque d'une guerre civile. Notre cadre d'analyse permet aussi de discuter, en cas de paix, quel

régime domestique politique prévaut à l'équilibre régional. Lorsque les externalités du conflit sont suffisamment faibles, c'est-à-dire quand $\bar{\theta}_P \approx \bar{\theta}_W > \underline{\theta}_W$, alors une inspection simple des équilibres multiples montre que l'équilibre sans guerres civiles sera constitué de régimes répressifs. Au contraire, si les externalités de conflits sont élevées, (soit lorsque $\bar{\theta}_P < \underline{\theta}_W$) alors l'équilibre pacifique régional n'est pas nécessairement répressif. En particulier pour $\theta \geq \bar{\theta}_P$, on obtient un équilibre redistributif.

Finalement, notre analyse nous conduit à identifier une forme supplémentaire que peut prendre la diffusion de la fragilité. Si $\underline{\theta}_W, \bar{\theta}_P \leq \theta < \bar{\theta}_W$, alors le pays qui, tout seul, aurait mis en place un régime redistributif, est contraint par un conflit voisin à mettre en place un régime répressif.

Pour résumer cette discussion, un conflit peut se diffuser au travers des frontières ; il peut aussi se diffuser par manque de coordination régionale, alors même que la région aurait pu être en paix. Enfin, un conflit peut favoriser la répression dans les pays voisins.

Statiques comparatives. Notre cadre d'analyse fournit aussi des statiques comparatives intéressantes permettant par exemple de discuter comment un choc économique dans un pays donné peut avoir des répercussions politiques dans toute la région. Par exemple, prenons le cas d'un pays dont les institutions sont suffisantes pour l'immuniser contre la contagion ($\theta \geq \underline{\theta}_W$). Une augmentation du prix de la ressource R que contrôle le gouvernement élèverait $\underline{\theta}_W$, ce qui pourrait réduire l'immunité du pays. Bien que pas forcément une source de conflit en soi, ceci pourrait induire ce pays à devenir vulnérable à la contagion d'un conflit voisin ($\underline{\theta}_P \leq \theta < \underline{\theta}_W$), ou bien rendre possible un équilibre multiple auparavant impossible. Une augmentation supplémentaire de R pourrait déstabiliser le pays, et par la suite déstabiliser la région entière ($\theta < \underline{\theta}_P$).

Une modification de l'avantage militaire intrinsèque du gouvernement \bar{M} aurait l'effet inverse. La technologie de contrôle de la population peut devenir plus abordable, ou le gouvernement peut bénéficier de l'appui militaire de pays alliés (pas nécessairement régionaux). Un groupe domestique susceptible de mener une rébellion peut alors être découragé d'engager un conflit si l'avantage \bar{M} devient suffisamment élevé. De la

sorte, une augmentation de \overline{M} peut transformer un pays, d'une source de déstabilisation dans une région ($\theta < \underline{\theta}_P$), en un pays où un conflit ne pourrait arriver qu'en réponse à un conflit voisin ($\underline{\theta}_P \leq \theta < \underline{\theta}_W$), voire même en un pays immunisé à la contagion ($\theta \geq \underline{\theta}_W$).

Réseaux transfrontaliers de rebelles. La littérature identifie qu'un mécanisme fréquent de la déstabilisation régionale opère *via* des communautés et des groupes ethniques installés de part et d'autre d'une frontière, sur des territoires de la *frontière poreuse*, que les gouvernements ne contrôlent pas (Checkel, 2014)¹⁰. Grâce à ces réseaux régionaux, un groupe rebelle dans un pays donné peut bénéficier de plusieurs avantages significatifs : coordination régionale, protection et soutien des membres de la même ethnie de l'autre côté de la frontière. Naturellement, de tels groupes favorisent largement la transmission des conflits au travers de frontières de pays faiblement institutionnalisés. De plus, lorsque ces réseaux interagissent avec d'autres mécanismes de contagion, on peut s'attendre à des cercles vicieux, susceptibles de déstabiliser la région entière.

Une façon simple de prendre en compte ces effets de réseaux ethniques est la suivante. Supposons que le groupe opposant O^A dans le pays A est de la même ethnie que le groupe opposant O^B dans le pays B , et supposons que les deux groupes peuvent décider de leur mobilisation ensemble. Notamment, les deux groupes peuvent facilement mobiliser des ressources de l'autre groupe, et partager les gains espérés d'une guerre civile. Compte tenu de la mobilité des ressources dans la frontière poreuse, le coût d'opportunité du conflit pour l'opposant d'un pays donné est simplement le minimum des deux coûts d'opportunité : $\alpha = \min[\alpha^A, \alpha^B]$. Sans perte de généralité, on peut supposer que $\alpha^A < \alpha^B$. Alors, l'existence de réseaux ethniques entre les pays A et B produit une externalité négative du pays A sur le pays B . Plus précisément, lorsque $\underline{\theta}^B(\alpha^B) < \theta^B < \underline{\theta}^B(\alpha^A)$, ce réseau ethnique entraîne un conflit ouvert dans le pays B , qui n'aurait pas existé en l'absence de ce mécanisme. Ceci peut arriver même si le pays A a pour sa part la capacité institutionnelle suffisante pour éviter un conflit avec son propre opposant, c'est-à-dire quand $\underline{\theta}^A(\alpha^A) < \theta^A$. En

10. Voir aussi Isoke (2015) pour une étude de cas en Ouganda, et Rügger (2013a) pour une revue de la littérature.

revanche, dans ce cas, le pays A ne peut pas empêcher la contagion du conflit civil dans le pays B . De façon intéressante, l'existence de réseaux ethniques peut avoir des « effets de retour » sur le propre pays A source de la première externalité négative sur le voisinage. En effet, alors que le pays A est en mesure d'éviter une guerre civile s'il est isolé, il peut être à son tour déstabilisé par l'externalité régionale de conflit civil qu'il a induit dans le pays voisin. Les réseaux ethniques transfrontaliers catalysent donc les autres mécanismes de contagion des guerres civiles, ce qui renforce le phénomène de regroupement régional des guerres civiles et de la fragilité institutionnelles des états.

4 Investissement dans la capacité étatique et contagion institutionnelle

4.1 Un modèle simple d'investissement dans la capacité étatique

Jusqu'ici, nous avons considéré la capacité étatique θ de chaque pays comme étant exogène. Supposons maintenant que l'État puisse investir dans sa crédibilité institutionnelle θ , à un coût $C_1(\theta)$. Pour un pays en isolation, l'analyse de la section 3 nous permet d'écrire l'utilité indirecte du gouvernement, en fonction des deux paramètres α et θ :

$$V(\theta) = \begin{cases} N_G - \bar{M} + (1 - \pi)R & \text{si } \theta < \underline{\theta}(\alpha), \\ \frac{1 - \theta}{\alpha - \theta}(\alpha(N_G + R) - \pi R) & \text{si } \underline{\theta}(\alpha) \leq \theta < \bar{\theta}(\alpha) \text{ et} \\ N_G + (1 - \pi)R - (1 - \alpha)\bar{M} & \text{si } \bar{\theta}(\alpha) \leq \theta. \end{cases}$$

Tant qu'il est en situation de guerre civile ou dans un régime redistributif, le gouvernement est indifférent au niveau de capacité institutionnelle. Dans le cas intermédiaire, où le gouvernement met en place un régime répressif, il est facile de voir que l'utilité du gouvernement est croissante et convexe en θ . Ces propriétés sont illustrées dans la Fig. 5.

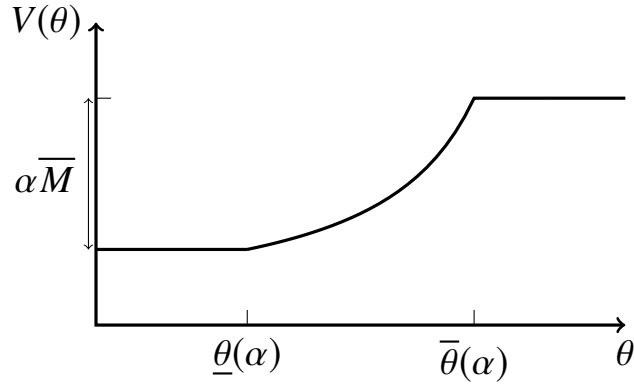


FIGURE 5 – Utilité indirecte du gouvernement

Le gouvernement choisit alors θ_{opt} pour maximiser $V(\theta) - C_1(\theta)$. Supposons pour fixer les idées que le coût d'investir dans les institutions est linéaire :

$$C_1(\theta) = s\theta. \quad (A6)$$

Le paramètre s reflète le coût marginal d'investir dans la capacité étatique θ . Dans ce cadre, la solution du programme s'obtient facilement :

Proposition 2 *Soit*

$$\underline{\alpha} = \frac{s\pi R}{\bar{M} (R + N_G - \bar{M} + s)}$$

Sous l'hypothèse (A6), l'investissement optimal dans la capacité étatique est donné par :

$$\theta_{opt} = \begin{cases} \bar{\theta}(\alpha) & \text{si } \alpha \geq \underline{\alpha} \\ 0 & \text{sinon.} \end{cases}$$

Le gouvernement n'investit pas dans de meilleures institutions si le coût d'opportunité du conflit est trop faible pour le groupe opposant. La

propension de ce groupe à s'insurger est trop forte pour que le gouvernement ait intérêt à s'y opposer. Le gouvernement réalise alors que la meilleure option est de laisser éclater une guerre civile, et dans ce cas, les institutions n'ont pas d'importance. À l'opposé, si le coût d'opportunité des conflits est suffisamment grand, c'est-à-dire quand $\alpha \geq \underline{\alpha}$, alors le gouvernement a une incitation à investir dans des institutions de qualité^{11 12}.

Si l'État investit dans des institutions, alors il investit au niveau $\theta_{opt} = \bar{\theta}(\alpha)$, le niveau minimal nécessaire pour s'assurer que le régime mis en œuvre sera redistributif. Rappelons que $\bar{\theta}$ décroît avec α et \bar{M} , et croît avec R et π : un coût d'opportunité du conflit ou un avantage militaire plus élevés permettent au gouvernement de mettre en place de moins bonnes institutions. À l'opposé, les ressources R et la probabilité qu'une insurrection soit couronnée de succès π induisent un investissement dans de meilleures institutions.

Notons aussi que l'investissement dans la capacité étatique n'est pas monotone en α . L'intuition est simple : pour des niveaux de α suffisamment faibles, (soit lorsque $\alpha < \underline{\alpha}$), le gouvernement préfère une guerre civile, et n'a pas intérêt à dépenser des ressources pour améliorer ses institutions. Au dessus du seuil $\underline{\alpha}$, en revanche, il préfère une solution pacifique. Lorsque le coût d'opportunité α augmente, le groupe opposant est susceptible d'accepter la paix à un niveau d'engagement moindre de la part du gouvernement. Ainsi θ_{opt} diminue. La Fig. 6 rend compte de ces éléments.

11. La preuve de la proposition s'obtient en comparant les utilités de coin du gouvernement à $\theta = 0$ et $\theta = \bar{\theta}(\alpha)$, autrement dit $V(0) = N_G - \bar{M} + (1 - \pi)R$ à $V(\bar{\theta}(\alpha)) = N_G + (1 - \pi)R - (1 - \alpha)\bar{M} - s\bar{\theta}(\alpha)$. Il en découle immédiatement que le gouvernement investit dans des institutions au niveau $\theta = \bar{\theta}(\alpha)$ si et seulement si $\alpha\bar{M} \geq s\bar{\theta}(\alpha)$, ce qui est équivalent à la condition de la proposition.

12. À nouveau, rappelons que tous les paramètres sont spécifiques à chaque pays, ce dont nous pourrions rendre compte grâce aux exposants correspondants sur les variables s , π , N_G , \bar{M} et α .

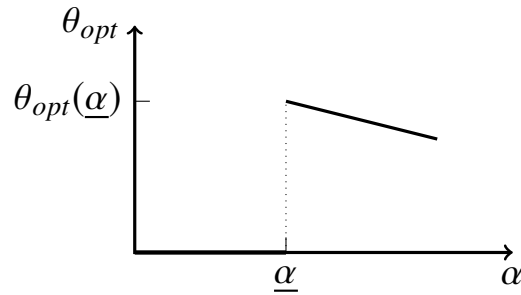


FIGURE 6 – Investissement dans la capacité de l'État

4.2 Complémentarité stratégiques des institutions régionales

Réintroduisons notre modèle régional avec un second pays. Chaque pays peut maintenant décider d'un investissement institutionnel en capacité étatique. Rappelons aussi qu'un conflit voisin diminue le coût d'opportunité α d'une guerre civile pour un opposant, d'une quantité β . Nous pouvons alors aisément caractériser les équilibres de Nash en investissement institutionnels entre les deux pays. La Fig. 7 illustre les équilibres régionaux qui en découlent, en fonction de la structure régionale des coûts d'opportunité (α^A, α^B).

Comme l'indique la Fig. 7, lorsque les coûts d'opportunité du conflit sont très différents au sein d'une région, il arrive qu'une guerre civile éclate dans le pays A , mais que le pays B soit en situation d'éviter la contagion (et réciproquement). La guerre civile dans le pays A abaisse le coût d'opportunité du conflit dans le pays B , pas suffisamment pour décourager ce dernier de maintenir une solution pacifique, mais suffisamment pour le contraindre au contraire à améliorer la qualité de ses institutions. En effet pour éviter une insurrection, le gouvernement du pays B met en place des institutions au niveau $\theta_{opt}^B(\alpha^B - \beta^B) > \theta_{opt}^B(\alpha^B)$. Il est ainsi en mesure d'éviter un conflit lorsque le pays est intrinsèquement stable (α^B élevé) ou que l'externalité β^B du conflit voisin est faible. D'un autre côté, pour que le pays A soit en guerre civile, il faut que ce dernier pays soit intrinsèquement instable (α^A faible). En effet même si A n'était qu'intermédiairement stable ($\underline{\alpha}^A < \alpha^A \leq \underline{\alpha}^A + \beta^A$), l'absence de conflit en B lui

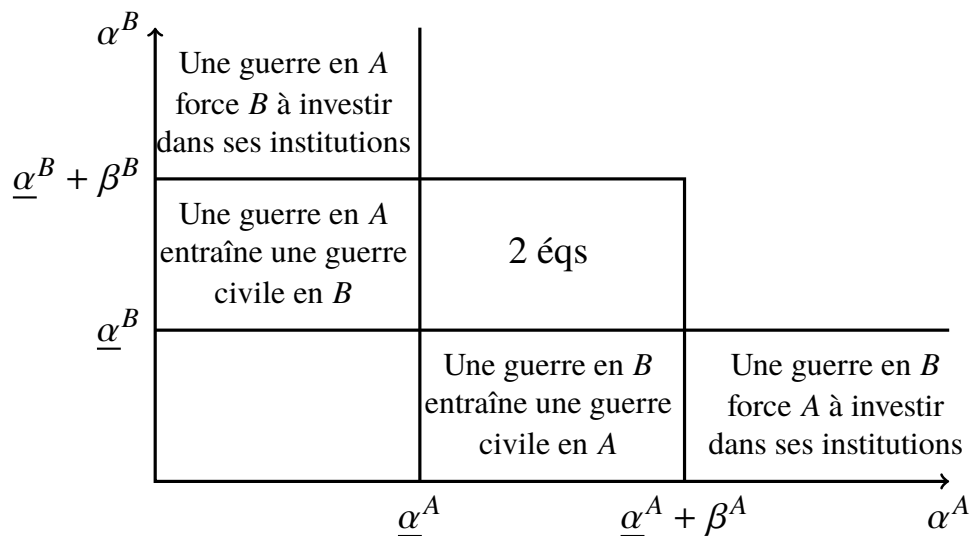


FIGURE 7 – Équilibres régionaux de capacité de l'État

permet de rester en paix.

En résumé, de larges asymétries de coût d'opportunité au sein de la région induisent des asymétries encore plus forte en capacités étatiques. Le risque d'une contagion d'un conflit voisin est parfois la motivation nécessaire pour améliorer les institutions d'un pays déjà relativement stable.

Lorsque les asymétries sont moins prononcées, le modèle ne prédit pas seulement un regroupement régional de guerres civiles, mais aussi une concentration régionale de même niveaux institutionnels en terme de capacité étatique. Sauf dans le cas où le pays *B* est très stable, et que les externalités d'un conflit voisin sont suffisamment faibles, son gouvernement préfère laisser une guerre civile éclater, plutôt que d'investir dans une plus grande crédibilité des institutions. Une guerre civile dans le pays *A* entraîne alors une guerre civile dans le pays *B*, et aucun des deux gouvernements n'investit en capacité étatique. Pour des niveaux intermédiaires du coût d'opportunité α dans les deux pays, cette corrélation spatiale est particulièrement évidente. Les deux pays sont simultanément en paix, et tous deux investissent dans la capacité étatique, ou bien tous les deux sont en guerre civile sans aucun investissement en crédibilité institutionnelle.

Notre cadre d'analyse suggère donc que la contagion possible de guerres civiles entraîne aussi des complémentarités stratégiques entre institutions de pays voisins.

Enfin, pour des niveaux faibles du coût d'opportunité, un pays est en guerre civile quoi qu'il arrive dans la région. Ceci peut avoir des effets dans les pays voisins, selon deux mécanismes possibles : le conflit entraîne un conflit chez un voisin vulnérable. Cependant un voisin un peu plus résilient peut aussi au contraire investir dans des institutions de meilleure qualité et ainsi éviter une contagion de conflit civil.

5 Conclusion

Guerres civiles et institutions ont tendance à se regrouper régionalement. Dans cet article, nous avons proposé un cadre théorique qui permet d'expliquer ce motif. Nous avons mis en valeur la complémentarité stratégique entre les institutions choisies par les gouvernements. Lorsqu'une guerre civile peut se diffuser à travers une frontière, les incitations pour un gouvernement d'investir dans des institutions de qualité (ou de ne pas investir, et de laisser éclater une guerre civile) dépendent crucialement des décisions prises par les gouvernements des pays voisins. Ce mécanisme génère naturellement des équilibres multiples au niveau régional, et explique la tendance au regroupement des guerres civiles dans l'espace et dans le temps. Il explique aussi pourquoi les pays fragiles se regroupent.

Ce modèle rend compte de plusieurs mécanismes importants de la contagion des guerres civiles et de la fragilité institutionnelle des états. Il ouvre aussi la voie à plusieurs pistes de recherche future.

D'abord, notre mécanisme repose sur l'idée qu'un conflit diminue le coût d'opportunité, pour les opposants de pays voisins, de mener leur propre insurrection. Nous sommes partis de cette idée, et nous en avons examiné les implications pour les équilibres régionaux. Ce serait intéressant d'ouvrir la boîte noire de ce mécanisme, et d'en établir des microfondations. Une idée serait de modéliser explicitement les flux de réfugiés, déplacés par une guerre civile, et leur impact sur la région qui les accueille. Une autre possibilité pourrait reposer sur l'existence d'acteurs

non-étatiques, chefs de guerre, organisations terroristes, crime organisé, trafic d'armes, intermédiaires, qui bénéficient du contrôle imparfait exercé par certains états sur leur territoire (la « frontière poreuse »). Ces agents, parfois caractérisés comme des « problèmes sans passeport » (Picciotto et al., 2005), ont été largement décrit par la littérature en sécurité internationale, comme des facilitateurs de la contagion des guerres civiles (Wolff, 2010; DCAF & Geneva Call, 2011).

Le modèle suggère aussi un bénéfice important à la coordination des politiques publiques à l'échelle régionale, et suggère que certains pays peuvent avoir intérêt à aider leur voisin à éviter une guerre civile, soit en les appuyant sur le plan institutionnel, soit en leur proposant une aide militaire pour gérer une rébellion. Ce sont des questions importantes pour la communauté internationale qui se demande par quels moyens éviter la régionalisation des conflits dans certaines parties du monde.

Nous espérons que le cadre formel proposé ici ouvrira la voie à ces extensions futures.

Références

- Adelman, H. (1998). Why refugee warriors are threats. *Journal of Conflict Studies*, 18(1).
- Anselin, L. & O'Loughlin, J. (1992). Geography of international conflict and cooperation : Spatial dependence and regional context in Africa. In D. Ward (Ed.), *The New Geopolitics* chapter 3, (pp. 39–75). Gordon and Breach.
- Ansorg, N. (2011). How does militant violence diffuse in regions? Regional conflict systems in international relations and peace and conflict studies. *International Journal of Conflict and Violence*, 5(1), 173–87.
- Atzili, B. (2006). When good fences make bad neighbors : Fixed borders, state weakness, and international conflict. *International Security*, 31(3), 139–73.
- Azam, J.-P. (2001). The redistributive state and conflicts in Africa. *Journal of Peace Research*, 38(4), 429–44.

- Azam, J.-P. (2006). The paradox of power reconsidered : A theory of political regimes in Africa. *Journal of African Economies*, 15(1), 26–58.
- Bakke, K. M. (2013). Copying and learning from outsiders ? Assessing diffusion from transnational insurgents in the Chechen war. In J. T. Checkel (Ed.), *Transnational Dynamics of Civil War* chapter 2, (pp. 31–62). Cambridge University Press.
- Bara, C. (2014). Incentives and opportunities : A complexity-oriented explanation of violent ethnic conflict. *Journal of Peace Research*, 51(6), 696–710.
- Bazzi, S. & Blattman, C. (2014). Economic shocks and conflict : Evidence from commodity prices. *American Economic Journal : Macroeconomics*, 6(4), 1–38.
- Besley, T. & Persson, T. (2008). Wars and state capacity. *Journal of the European Economic Association*, 6(2/3), 522–30.
- Besley, T. & Persson, T. (2009a). *The Incidence of Civil War : Theory and Evidence*. STICERD - Economic Organisation and Public Policy Discussion Papers Series 5, Suntory and Toyota International Centres for Economics and Related Disciplines, LSE.
- Besley, T. & Persson, T. (2009b). The origins of state capacity : Property rights, taxation, and politics. *American Economic Review*, 99(4), 1218–44.
- Besley, T. & Persson, T. (2010). State capacity, conflict, and development. *Econometrica*, 78(1), 1–34.
- Besley, T. & Persson, T. (2011a). Fragile states and development policy. *Journal of the European Economic Association*, 9(3), 371–98.
- Besley, T. & Persson, T. (2011b). The logic of political violence. *The Quarterly Journal of Economics*, 126(3), 1411–45.
- Black, N. (2013). When have violent civil conflicts spread ? Introducing a dataset of substate conflict contagion. *Journal of Peace Research*, 50(6), 751–9.
- Blattman, C. & Miguel, E. (2010). Civil war. *Journal of Economic Literature*, 48(1), 3–57.
- Braithwaite, A. (2005). Location, location, location... Identifying hot

- spots of international conflict. *International Interactions*, 31(3), 251–73.
- Braithwaite, A. (2006). The geographic spread of militarized disputes. *Journal of Peace Research*, 43(5), 507–22.
- Braithwaite, A. (2010). Resisting infection : How state capacity conditions conflict contagion. *Journal of Peace Research*, 47(3), 311–9.
- Brewer, J. (1989). *The Sinews of Power : War, Money and the English State, 1688-1783*. Unwin Hyman.
- Brückner, M. & Ciccone, A. (2007). *Growth, Democracy, and Civil War*. CEPR Discussion Papers 6568.
- Buhaug, H. & Gleditsch, K. S. (2008). Contagion or confusion? Why conflicts cluster in space. *International Studies Quarterly*, 52(2), 215–33.
- Buzan, B. & Wæver, O. (2003). *Regions and Power : the Structure of International Security*. Cambridge University Press.
- Cederman, L.-E., Girardin, L., & Gleditsch, K. S. (2009). Ethnonationalist triads : Assessing the influence of kin groups on civil wars. *World Politics*, 61(3), 403–37.
- Cederman, L.-E., Gleditsch, K. S., & Buhaug, H. (2013). *Inequality, Grievances, and Civil War*. Cambridge Studies in Contentious Politics. Cambridge University Press.
- Chassang, S. & Padró i Miquel, G. (2009). Economic shocks and civil war. *Quarterly Journal of Political Science*, 4(3), 211–28.
- Chauvet, L. & Collier, P. (2004). *Development Effectiveness in Fragile States : Spillovers and Turnarounds*. Technical report, Center for the Study of African Economies, Oxford. Accessed July 7th, 2016.
- Checkel, J. T. (2014). Transnational dynamics of civil war. In J. T. Checkel (Ed.), *Transnational Dynamics of Civil War* (pp. 3–30). Cambridge University Press.
- Collier, P. & Hoeffler, A. (2004). Greed and grievance in civil war. *Oxford Economic Papers*, 56(4), 563–95.
- DCAF & Geneva Call (2011). *Armed Non-State Actors : Current Trends & Future Challenges*. Technical Report 5.
- Dube, O. & Vargas, J. F. (2013). Commodity price shocks and civil

- conflict : Evidence from Colombia. *Review of Economic Studies*, 80(4), 1384–421.
- Fearon, J. D. & Laitin, D. D. (2003). Ethnicity, insurgency, and civil war. *American Political Science Review*, 97(1), 75–90.
- Fjelde, H. & De Soysa, I. (2009). Coercion, co-optation, or cooperation? State capacity and the risk of civil war, 1961—2004. *Conflict Management and Peace Science*, 26(1), 5–25.
- Forsberg, E. (2008). Polarization and ethnic conflict in a widened strategic setting. *Journal of Peace Research*, 45(2), 283–300.
- Gleditsch, K. S. (2002). *All International Politics Is Local : The Diffusion of Conflict, Integration, and Democratization*. University of Michigan Press.
- Gleditsch, K. S. (2007). Transnational dimensions of civil war. *Journal of Peace Research*, 44(3), 293–309.
- Hazen, J. M. & Horner, J. (2007). *Small Arms, Armed Violence, and Insecurity in Nigeria : the Niger Delta in Perspective*. Occasional paper 20, Small arms survey.
- Hegre, H. & Sambanis, N. (2006). Sensitivity analysis of empirical results on civil war onset. *Journal of Conflict Resolution*, 50(4), 508–35.
- Hendrix, C. S. (2010). Measuring state capacity : Theoretical and empirical implications for the study of civil conflict. *Journal of Peace Research*, 47(3), 273–85.
- Isoke, H. (2015). The dilemma of porous frontiers : Uganda’s experience in combating terrorism. Master’s thesis, Naval Postgraduate School, Monterey, CA.
- Keefer, P. (2008). Insurgency and credible commitment in autocracies and democracies. *The World Bank Economic Review*, 22(1), 33–61.
- Lemke, D. (2002). *Regions of War and Peace*. Cambridge University Press.
- Levi, M. (1988). *Of Rule and Revenue*. California series on social choice and political economy. University of California Press.
- McBride, M., Milante, G., & Skaperdas, S. (2011). Peace and war with endogenous state capacity. *Journal of Conflict Resolution*, 55(3), 446–68.

- Miguel, E., Satyanath, S., & Sergenti, E. (2004). Economic shocks and civil conflict : An instrumental variables approach. *Journal of Political Economy*, 112(4), 725–53.
- Mincheva, L. G. (2005). Dissolving boundaries between domestic and regional / international conflict. *New Balkan Politics*, (9).
- Moreno-Torres, M. & Anderson, M. (2004). *Fragile States : Defining Difficult Environments for Poverty Reduction*. PRDE working paper 1, DFID.
- Most, B. A. & Starr, H. (1980). Diffusion, reinforcement, geopolitics, and the spread of war. *American Political Science Review*, 74(4), 932–46.
- OECD (2004). *DAC Experts Meeting on Peace-building and Development in the Democratic Republic of Congo in the Context of the Region of Central Africa*. Technical report, Organization for Economic Cooperation and Development. Accessed July 7th, 2016.
- Ofcansky, T. P. (1996). *Uganda : Tarnished Pearl of Africa*. Westview press.
- Olowu, D. & Chanie, P., Eds. (2016). *State Fragility and State Building in Africa : Cases from Eastern and Southern Africa*, volume 10 of *United Nations University Series on Regionalism*. Springer International Publishing.
- Phillips, B. J. (2015). Civil war, spillover and neighbors' military spending. *Conflict Management and Peace Science*, 32(4), 425–42.
- Picciotto, R., Alao, C., Ipke, E., Kimani, M., & Slade, R. (2005). *Striking a New Balance : Donor Policy Coherence and Development Cooperation in Difficult Environments*. The International Policy Institute at Kings College London and The Global Policy Project.
- Rubin, B. R. (2002). *The Fragmentation of Afghanistan*. Yale University Press.
- Rubin, B. R. (2006). Peace building and state-building in Afghanistan : Constructing sovereignty for whose security? *Third World Quarterly*, 27(1), 175–85.
- Rüegger, S. (2013a). *Conflict Actors in Motion : Refugees, Rebels and Ethnic Groups*. PhD thesis, ETH Zürich.
- Rüegger, S. (2013b). *Refugee Flows, Transnational Ethnic Linkages and*

- Conflict Diffusion : Evidence from the Kosovo Refugee Crisis*. Technical report. Paper prepared for presentation at the RRPP Annual Conference, Belgrade, Serbia, May 24-26, 2013.
- Rufin, J.-C. (1999). *Les Causes Perdues*. Gallimard.
- Salehyan, I. (2007). Transnational rebels : Neighboring states as sanctuary for rebel groups. *World Politics*, 59(2), 217–42.
- Salehyan, I. (2011). *Rebels without Borders : Transnational Insurgencies in World Politics*. Cornell University Press.
- Salehyan, I. & Gleditsch, K. S. (2006). Refugees and the spread of civil war. *International Organization*, 60(2), 335–66.
- Sambanis, N. (2002). A review of recent advances and future directions in the quantitative literature on civil war. *Defence and Peace Economics*, 13(3), 215–43.
- Skaperdas, S. (1992). Cooperation, conflict, and power in the absence of property rights. *American Economic Review*, 82(4), 720–39.
- Sobek, D. (2010). Masters of their domains : The role of state capacity in civil wars. *Journal of Peace Research*, 47(3), 267–71.
- Starr, H. & Most, B. A. (1983). Contagion and border effects on contemporary African conflict. *Comparative Political Studies*, 16(1), 92–117.
- Taydas, Z. & Peksen, D. (2012). Can states buy peace? Social welfare spending and civil conflicts. *Journal of Peace Research*, 49(2), 273–87.
- Thies, C. G. (2010). Of rulers, rebels, and revenue : State capacity, civil war onset, and primary commodities. *Journal of Peace Research*, 47(3), 321–32.
- Tilly, C. (1985). War making and state making as organized crime. In P. B. Evans, D. Rueschemeyer, & T. Skocpol (Eds.), *Bringing the State Back In* chapter 5, (pp. 149–91). Cambridge University Press.
- Vallings, C. & Moreno-Torres, M. (2005). *Drivers Of Fragility : What Makes States Fragile ?* PRDE Working Papers 7, DFID.
- Ward, M. D. & Gleditsch, K. S. (2002). Location, location, location : An MCMC approach to modeling the spatial context of war and peace. *Political Analysis*, 10(3), 244–60.
- Weidmann, N. B. (2015). Communication networks and the transnational spread of ethnic conflict. *Journal of Peace Research*, 52(3), 285–96.

Wolff, S. (2010). The regional dimensions of state failure. *Review of International Studies*, 37(3), 951–72.